



**MINISTÈRE
DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
des outre-mer

**Service militaire adapté
Régiment de la Guadeloupe**

**REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)
MAPA 2025-003-DAF**

MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

**En application de l'article L2123-1 crée par ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018,
et des articles n° R 2123-1 et R 2123-4 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 du code
de la commande publique**

**FOURNITURE ET LIVRAISON D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) AU PROFIT
DU REGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTE (RSMA) DE LA GUADELOUPE**

Date et heure limites de remise des offres :

Le 10 Mars 2025 à 12h00 (heure de Guadeloupe) ou 17h00 (heure de Paris).

Code CPV : 18100000 Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires



Table des matières	
Article I. OBJET DE LA CONSULTATION	4
Article II. ALLOTISSEMENT	4
Article III. MONTANT	4
Article IV. VARIANTES	4
Article V. PARTICIPATION A LA CONSULTATION	4
Article VI. MODALITES RELATIVES AUX OFFRES.....	5
Article VII. PRESENTATION DE L’OFFRE	6
Article VIII. MODALITE D’ETABLISSEMENT DES PRIX	8
Article IX. CRITERES DE SELECTION	8
Article X. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	8

Information préliminaires

Le présent document définit :

- les modalités de consultation et la forme contractuelle prévue ;
- les règles et le formalisme à respecter pour l'établissement des offres techniques et financières ;
- le contenu des plis, leur présentation et les modalités de leur remise ;
- les critères utilisés pour l'évaluation des offres.

Coordonnées du service chargé de la liquidation :

**RSMA Ga/DAF
Cellule Finances
Camp de la JAILLE
BP. 2459
97085 JARRY CEDEX
Tel: 05 90 40 75 27**

Email : daf@rsma-ga.com

Documents à télécharger :

Les nouveaux formulaires DC1, DC2 et leurs notices explicatives sont téléchargeables sur le site du ministère de l'économie et des finances :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le régime du service militaire adaptée de Guadeloupe impose aux fournisseurs et prestataires un service de dématérialisation de la consultation et de l'achat public. Pour toute information supplémentaire veuillez consulter le site des marchés publics de l'Etat :

www.marches-publics.gouv.fr

Article I. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres est passé en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

1.1. Objet

Le marché a pour objet la fourniture et livraison d'équipements de protections individuels (EPI) au profit du régiment du service militaire adapté de Guadeloupe (RSMA-GA).

1.2. Durée

Le présent marché prend effet à compter de la date de notification. Il est passé pour une durée d'un (1) an renouvelable deux (2) fois par tacite reconduction pour la même durée sans que sa durée totale ne soit supérieure à trois (3) ans.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, en fin de marché et avec un préavis d'un (1) mois, d'en proroger la durée d'exécution pour une ou plusieurs périodes ne pouvant pas excéder six (6) mois.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché deux (2) mois avant la date anniversaire de la reconduction.

Article II. ALLOTISSEMENT

Le marché est composé de deux lots :

- Lot n°1 EPI - Communs.
- Lot n°2 EPI - Equipements forestiers.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Article III. MONTANT

Le montant estimatif par lot sur la durée maximale du marché :

- Lot n° 1 EPI – 125 000 € HT.
- Lot n° 2 EPI – 14 000 € HT.

Article IV. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article V. PARTICIPATION A LA CONSULTATION

Ne sont pas recevables les candidatures des soumissionnaires :

- qui ne sont pas en règle au niveau de leur situation fiscale et sociale conformément aux dispositions de l'article R 2143-1 et R 2151 du code de la commande publique ;

- en état de liquidation judiciaire, ou dont la faillite personnelle a été prononcée, ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger tel qu'indiqué à l'article R 2142 du code de la commande publique.

Article VI. MODALITES RELATIVES AUX OFFRES

6.1. La transmission électronique via la PLACE.

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique.

Le niveau minimum de sécurité requis du certificat numérique est le niveau de sécurité simple. Il doit être établi au nom de la personne habilitée à engager la société.

Le certificat numérique doit être valide au moment de la signature du document.

La PLACE accepte tous les formats de signature (XAdES, CAdES et PAdES). Toutefois, les formats CAdES et PAdES n'étant pas générés par la PLACE, il appartient au candidat choisissant ce format de fournir les outils nécessaires à la vérification de la signature. A défaut, l'offre considérée comme non-conforme ne sera pas ouverte.

Ainsi, pour les candidats, la signature de leurs documents se fait de manière électronique au moment de l'envoi sur le portail. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

En revanche, chacun des documents de signature obligatoire doit être signé électroniquement.

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des offres. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'administration décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

Lorsque le candidat envoie son pli, il reçoit en retour l'envoi immédiat d'un accusé de réception signé par la plate-forme indiquant la bonne réception du pli et en rappelant les caractéristiques essentielles de la consultation. Cet accusé de réception par courrier électronique sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire.

Toutes les candidatures et les offres seront notamment analysées par l'anti-virus de l'administration mis à jour. En cas de détection d'un virus, les offres feront l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture et seront éliminées.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise de l'offre. Le pli scellé doit impérativement et de manière lisible comporter la mention « copie de sauvegarde ». Cette copie de sauvegarde est ouverte uniquement dans les cas suivants :

- lorsque les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique et dans lesquelles un virus est détecté par le pouvoir adjudicateur ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation.

Les dossiers transmis par voie électronique, parvenus hors délai, seront effacés des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lus. Le candidat en sera informé.

En cas de difficultés, une assistance par courriel est mise à la disposition des entreprises à l'adresse suivante : place.support@atexo.com. L'assistance téléphonique est également possible au 08 202 077 43, 08 203 620 11 ou 01 53 44 26 66 ou 01 76 64 74 07.

Examen des candidatures et des offres :

La candidature non recevable sera archivée, ainsi que l'offre. Les éventuelles demandes de précisions ou de compléments de la teneur des offres seront adressées par voie électronique au candidat concerné de manière sécurisée.

Article VII. PRESENTATION DE L'OFFRE

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés.

7.1. Documents fournis aux candidats

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable sur la Plateforme des Achats de L'Etat (PLACE) accessible depuis l'adresse www.marches-publics.gouv.fr. Il est constitué :

- ✓ d'un acte d'engagement (ATTR1),
- ✓ du présent règlement de consultation (RC),
- ✓ du cahier des clauses particulières (CCP),
- ✓ des bordereaux de prix 1 et 2
- ✓ d'un tableau délais de livraison
- ✓ des formulaires DC1 à DC4

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

7.2. Dossier à remettre par les candidats

7.2.1. Dossier de candidature

- ✓ la lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants complétée (DC1), datée et signée,
- ✓ la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2), datée et signée,
- ✓
- ✓ les pouvoirs de la personne signataire (délégante et/ou délégataire),
- ✓ la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,

- ✓ dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les co-traitants,
- ✓ un justificatif de numéro d'identification unique (SIRET),
- ✓ une attestation fiscale,
- ✓ une attestation sociale,
- ✓ les attestations d'assurance en cours de validité. Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du ou des titulaires,
- ✓ un RIB du titulaire et sous-traitants directs.

7.2.2. Dossier offre

- ✓ l'acte d'engagement (ATTRI1), signé et paraphé,
- ✓ le règlement de consultation (RC), signé et paraphé,
- ✓ le cahier des clauses particulières (CCP), signé et paraphé,
- ✓ des bordereaux de prix unitaire 1, 2 et 3, complétés, signés et paraphés.
- ✓ du tableau délais de livraison renseigné, signé et paraphé.
- ✓ Les échantillons demandés dans le BPU
Ceux-ci seront transmis, en contenant scellé et par lot, par voie postale ou par remise contre récépissé à l'adresse suivante :

RSMA de la Guadeloupe
Direction des Affaires Financières
Cellule Achats – Marchés
Camp de la JAILLE
BP 2459
97085 JARRY Cedex

7.3. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai maximal de (7) sept jours à compter de la réception du courrier l'en avisant :

- 1) les pièces prévues à l'article D.8222-5 du Code du Travail :
 - attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions,
 - justificatif de numéro d'identification (SIRET),
- 2) les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou NOTI2- état annuel des certificats reçus,
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire, mentionnée aux articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail, et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail.

Article VIII. MODALITE D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont unitaires et révisables pour la durée du marché.

La révision de prix ne pourra intervenir qu'à compter de la date anniversaire du marché sur proposition motivée de la part du titulaire.

L'administration se réservant la possibilité de la refuser et de mettre fin au marché si aucun accord n'était trouvé.

Le délai global de paiement est celui mentionné au cahier des clauses particulières.

Les modalités de règlement s'effectuent par mandat administratif. Le titulaire du marché transmet ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Article IX. CRITERES DE SELECTION

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

1. Le prix (Note = Nombre de points maximum x offre la plus avantageuse/offre étudiée) : 60 points
2. Délai de livraison : 20 points
3. Service après-vente : 10 points. Le candidat détaillera ses modalités de SAV (possibilité d'échange, reprise, ...).
4. Taux de remise appliqué sur le catalogue général : 10 points

Article X. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif (TA) - quartiers d'Orléans- Allée Maurice Micaux 97100 Basse Terre - Tél 05 90 81 45 38.

Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges – 21, rue Miollis 75015 Paris – Tél : 01.44.42.63.43

Introduction des recours

- ✓ Un recours administratif amiable peut être introduit auprès du pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois à partir de la notification de sa décision ;
- ✓ Un référé précontractuel (art. L.551-1 du code de justice administrative – CJA) peut être introduit auprès du TA avant la conclusion du contrat ;
- ✓ Un recours pour excès de pouvoir contre un acte détachable du contrat (art. R.421-1 et suivants du CJA) peut être introduit devant le TA dans un délai de

deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée, et avant la conclusion du contrat par les candidats évincés ;

- ✓ Un référé contractuel (art. L.551-13 du CJA) peut être introduit devant le TA dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- ✓ Un recours en contestation de validité du contrat (décision du Conseil d'Etat du 04 Avril 2014, département Tarn et Garonne) pour tous les tiers justifiants d'un intérêt lésé par un contrat administratif ;
- ✓ Un recours indemnitaire (art. R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.